



**Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique
CNRS – INSERM – INRIA – IRD – INED – INRETS - INRP**

Manifestation Nationale le 22 octobre 2009

POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET L'EMPLOI

La crise financière a des conséquences économiques et sociales graves. De nombreuses entreprises ferment ou réduisent leur activité. Les licenciements économiques ont progressé de 60% en un an. Le chômage augmente. L'emploi industriel a baissé de 15%. Si les banques et les établissements financiers ont rétabli leurs profits grâce à l'aide massive des gouvernements, la crise économique et sociale n'est pas surmontée.

La baisse de l'emploi industriel et la perte de marchés qui y est liée n'ont pas commencée pour la France avec la crise. Ce recul industriel a commencé il y a près de 10 ans contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays développés. Ce recul industriel est dû aux choix des capitalistes français, qui privilégient outrageusement les placements financiers et délaissent les investissements productifs.

Cet affaiblissement industriel de la France est très négatif pour la recherche. En délaissant l'investissement productif, les dirigeants capitalistes renoncent également à porter l'effort de recherche des entreprises à un niveau suffisant. Les données statistiques montrent clairement que le capitalisme français est à la traîne par rapport aux capitalistes des autres nations industrielles en ce qui concerne l'effort de recherche. **Le Crédit d'Impôt recherche (CIR)**, qui est devenu énorme (plus de deux fois le budget du CNRS) et correspond à l'essentiel de l'augmentation du budget de la recherche publique, **n'a aucune efficacité pour stimuler l'effort de recherche des entreprises.** C'est une simple aubaine financière pour les entreprises, surtout pour les grands holdings. Ainsi, alors qu'ils touchent des sommes considérables de l'Etat, **les grands groupes français comme Sanofi Aventis ferment de nouveaux secteurs de leur recherche et visent maintenant à se décharger sur la recherche publique** d'une part plus grande de l'effort d'innovation. La « charge de la preuve du concept » première étape du transfert à l'industrie des nouveaux procédés et de nouvelles molécules incombera de plus en plus souvent à la recherche publique qui sera ainsi détournée de ses missions de recherche fondamentale. L'INSERM, par exemple, l'annonce ouvertement dans son projet de Plan Stratégique.

Un des résultats de cette politique des grands groupes et du gouvernement sera **donc un nouvel affaiblissement de la recherche fondamentale et de nouvelles restrictions à la liberté de recherches.** Cette politique d'asservissement de la recherche publique aux entreprises pour des objectifs à court terme va également stériliser rapidement l'innovation. Les personnels de la recherche comme les salariés du secteur industriel ont tout à perdre à la poursuite de cette politique. L'ensemble des salariés et la population ont beaucoup à redouter pour leur niveau de vie.

La CGT considère qu'il faut dénoncer cette politique et exiger que le patronat investisse pour le développement industriel. De son côté, le gouvernement doit donner les moyens nécessaires à la formation et à la recherche. Il doit permettre à la communauté scientifique de s'organiser librement. Pour ces raisons, **le SNTRS-CGT appelle les personnels de la recherche à participer à cette manifestation nationale.**

Venez nombreux à 13 heures place Denfert Rochereau à Paris